

REPRISE DES POURPARLERS SUR LE COMMERCE

la démocratie et les services publics menacés à l'OMC

Pour de nombreux militants, la suspension, en juillet 2006, des pourparlers de l'OMC connus sous le nom de « ronde de Doha » a été une victoire, et une défaite pour la déréglementation et la mondialisation des entreprises. Mais nous avons rapidement appris que les négociateurs commerciaux s'étaient remis au travail derrière des portes closes. Les pourparlers bilatéraux et les groupes de pays riches qui négocient des ententes touchant tous les membres de la population sont une pratique culturelle qui menace la transparence et la démocratie à l'OMC.

Les pourparlers officiels ont été suspendus jusqu'au 7 février 2007, date à laquelle le conseil général de l'OMC s'est finalement réuni à Genève mais il y a eu beaucoup d'activité de haut niveau chez les négociateurs pendant l'interruption des discussions.

« En fait, les pourparlers avaient repris de façon informelle sur l'éventail complet des questions demeurées en suspens, a affirmé l'expert en commerce Scott Sinclair. Ce que craignaient bon nombre d'entre nous, c'est que les négociations se poursuivent entre un groupe d'intervenants clés sans aucune transparence publique, sans compte-rendu sur les négociations et sans participation réelle de la majorité des gouvernements membres de l'OMC – et c'est exactement ce qui s'est produit. »

Parmi les obstacles au consensus figurent le critère de nécessité, un nouvel ajout à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC. Le critère de nécessité

exige que les gouvernements démontrent que leurs réglementations ne constituent pas des obstacles indus au commerce. Les groupes de règlement des différends de l'OMC décident si une réglementation est nécessaire et, par conséquent, « légale » en vertu de l'AGCS. Les réglementations qui accordent la priorité à la propriété publique et aux collectivités fortes seraient examinées de près. Les mesures de protection de l'environnement et des travailleurs seraient sans doute contestées.

Les pays en développement ont exprimé le désir que soit mis en place un processus « multilatéral » plus clair et plus transparent auquel participeraient tous les pays à la table de l'OMC, à la reprise des négociations. Ces pays veulent voir un changement dans le style de négociations qui se déroulent hors de la vue du public, entre les pays riches et sur une base bilatérale entre pays, souvent à l'exclusion des pays en développement.

L'un des premiers objectifs des « principaux » négociateurs commerciaux est d'ouvrir davantage les marchés aux services, y compris les services publics. Entre-temps, une coalition de onze (11) pays en développement veulent voir une entente finale qui accordera la priorité aux besoins en développement. Le danger, maintenant, c'est qu'en voulant conclure à la hâte les négociations commerciales, tant la démocratie que la défense de bons services publics contre la portée des accords commerciaux seront compromises.

Selon les négociateurs des pays en développement, les représentants canadiens ont joué un rôle très actif dans les discussions secrètes sur les éléments visés par l'AGCS, y compris les réglementations nationales et d'autres services. De nombreux services publics, comme l'eau et l'éducation, ont déjà été mis sur la table des négociations à l'OMC au cours des dernières années.

Le SCFP participe au Projet de recherche sur le commerce et l'investissement (PRCI), un groupe de chercheurs syndicaux et d'organisations non gouvernementales (ONG) qui s'intéressent aux négociations sur le prétendu « libre-échange ».

Pour tout savoir sur les développements à l'OMC, visitez www.policyalternatives.ca et cherchez l'information sur le PRCI.

DANS LE PRÉSENT NUMÉRO

LUTTE POUR LA PROTECTION DE L'EAU	2
OXFAM ET LE SCFP	4
LES SYNDICATS CORÉENS RIPOSTENT	4
VIH-SIDA	5
LE FJM AU TRAVAIL	6
EN BREF	7
LIENS	8

Ce bulletin est publié deux fois par année. Les suggestions, projets d'articles, infos ou rapports sur les activités sont appréciés. Communiquez avec la rédactrice, Corina Crawley: research@cupe.ca; 613-237-1590.

LUTTE POUR « L'OR BLEU »

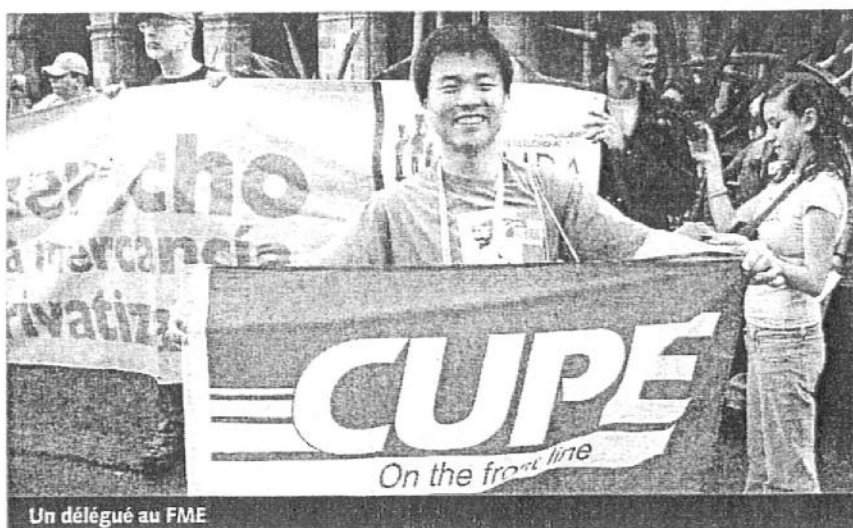
le SCFP travaille pour faire reconnaître l'eau comme droit de la personne

L'eau est un enjeu dont nous entendrons de plus en plus parler et le SCFP est en première ligne pour la protection de l'eau contre l'avidité des entreprises. Des histoires provenant d'Afrique du Sud, de Bolivie ou encore de Hamilton en Ontario nous apprennent ce que la privatisation de l'eau signifie pour les familles de travailleurs, les démunis et les collectivités : les coûts augmentent et les garanties de service ne sont plus acquises.

Des campagnes menées avec force par le SCFP ont réussi à vaincre des initiatives de privatisation dans des collectivités de partout au Canada. Il en va de même dans l'ensemble du monde où nos alliés se battent pour conserver le contrôle de leurs ressources en eau. Mais la soif des tenants de la privatisation pour les profits de ce qu'il est convenu d'appeler le « pétrole du 21^e siècle » ou « l'or bleu » ne semble pas s'apaiser.

Dans plusieurs régions du monde, des familles qui ne peuvent se permettre de payer le prix fixé par les tenants de la privatisation peuvent être privées d'un accès de base à l'eau potable. La privatisation force des familles à consommer de l'eau contaminée, alors que des écoles et des cliniques de santé n'ont pas suffisamment d'eau pour combler leurs besoins en matière d'entretien et d'hygiène. Cette situation mène à des infections et des maladies qui entraînent un taux alarmant de morts évitables d'enfants dans de nombreuses collectivités pauvres.

Il s'agit d'une des raisons pour lesquelles le SCFP se porte à la défense



Un délégué au FME

de l'accès à l'eau comme droit de la personne et non comme produit de consommation et ce, tant ici que chez nos partenaires d'autres pays. Nous travaillons à la promotion de d'autres alternatives comme les partenariats public-public qui font du contrôle sur les services une priorité. Nous le faisons en coalition avec tout un réseau d'alliés qui croît sans cesse en nombre et en diversité.

Certains de nos partenaires sont : Food and Water Watch aux États-Unis, le Conseil des Canadiens (et le Projet Planète Bleue), le Syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU), l'Institut Polaris, le Réseau œcuménique Kairos; World Development Movement au Royaume-Uni, Développement et Paix, le CTC, l'ISP, Red Vida (un réseau de militants de l'eau d'Amérique Latine) et le Réseau du droit à l'eau publique www.corporateurope.org.

En mars 2006, au cours du 4^e Forum mondial de l'eau (FME) qui a

eu lieu à Mexico, une délégation du SCFP a participé à une série d'actions coordonnées internationalement pour la défense du caractère public de l'eau. Le FME est la conférence du Conseil mondial de l'eau, un groupe de lobbying pour la privatisation des services d'eau. De grands événements, des forums publics, des ateliers, des réunions et une grande manifestation ont obtenu un immense succès selon cette organisation mondiale.

Rodger Oakley, président de la section locale 401 du SCFP et Frank Mentès, vice-président régional de Saskatchewan étaient sur place pour livrer leur témoignage et marcher à l'unisson avec les militants du monde.

« Ce voyage m'a permis de constater par moi-même le travail effectué par le SCFP à l'échelle internationale avec des groupes comme le Conseil des Canadiens, Développement et Paix, de nombreuses ONG, des organisations environnementales et d'autres », a dit M. Oakley.



« J'ai été bouleversé. L'Ouest n'a aucune idée de ce qui peut arriver lorsque l'eau devient véritablement un produit de consommation. Si quelqu'un croit encore que le modèle basé sur l'idéologie commerciale et celui préconisant que l'eau est un droit de la personne peuvent cohabiter de quelque façon que ce soit, que cette personne aille en Afrique constater la destruction et la désolation que le modèle du bien de consommation a amenées aux portes de nombreuses collectivités. »

Pendant ce temps, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau le 22 mars, de nombreuses sections locales du SCFP ont participé, partout au pays, à des activités destinées à défendre le droit à l'eau dans les collectivités. En partenariat avec le Conseil des Canadiens, Kairos et Développement et Paix, des cartes postales et des pétitions ont été signées et livrées et des centaines de municipalités ont aussi signé pour se porter à la défense du caractère public de l'eau.

En 2002, le Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies a rédigé le Commentaire général 15 qui confirme que le droit à l'eau est implicitement reconnu dans le Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels. Cette année là, à la Commission des Nations Unies sur les droits de la personne, certains pays se sont abstenus de voter, mais le Canada a été le seul pays à voter contre les mesures qui auraient confirmé le droit à l'eau potable et à l'assainissement.

En juin 2006, nous avons porté notre demande pour que l'eau soit

reconnue comme un droit de la personne sur la Colline du Parlement. Le militant bolivien du droit à l'eau, Oscar Olivera, s'est joint au Conseil des Canadiens, à KAIROS, à GAPA (Grupo de Apoyo a los Pueblos de las Américas) et à l'Association catholique canadienne pour le développement et la paix. Des rencontres ont eu lieu avec le NPD, le Bloc Québécois et le parti Libéral.

L'expérience de M. Olivera dans les fameuses guerres de l'eau de Cochabamba apporte de l'espoir aux militants de l'eau publique de partout au monde. En 2001, de nombreuses vies ont été perdues avant que la décision de privatiser l'eau soit renversée et qu'un service public de l'eau soit créé afin de superviser les services d'eau de Cochabamba désormais propriété de la collectivité et sous gestion d'une coopérative.

En septembre 2006, une conférence a été organisée au Massachusetts afin de bâtir des ponts entre les mouvements communautaires et syndicaux du Nord-Est des États-Unis et l'Est du Canada. L'accent de la conférence avait été mis sur l'embouteillage de l'eau et ses conséquences sur la santé des gens, l'environnement, l'accès inégal à l'eau causé par les prix élevés, les luttes des collectivités pour organiser la résistance contre la privatisation de l'eau, les stratégies d'organisation et les façons de mieux collaborer pour l'atteinte d'objectifs communs.

Danny Cavanaugh, président de la Division de Nouvelle-Écosse

du SCFP et président de la section locale des travailleurs municipaux de Truro en Nouvelle-Écosse, a participé à cette conférence. « Nous devons dénoncer les entreprises qui exploitent nos collectivités et polluent notre environnement. Dénoncer la façon dont elles utilisent l'eau embouteillée pour réaliser des profits extravagants et les dangers pour l'environnement qui en découlent. Souvent, l'eau embouteillée est en fait de l'eau provenant du système public de distribution, elle est mise en bouteille et vendue pour générer d'immenses profits. Il faut que nous informions le public et nos membres de cet enjeu », dit M. Cavanaugh.

La première campagne de « octobre bleu » a été lancée en 2006. L'événement a permis de commémorer la décision prise par l'Uruguay en octobre 2001, décision consistant à amender la constitution et à déclarer que l'eau est un droit de la personne. Pour les années à venir, le mois sera consacré à la force et à la diversité de la résistance à l'appropriation de l'eau par les grandes entreprises dans l'ensemble du monde.

« Le Conseil mondial de l'eau modifie son langage de façon à tenir compte de nos préoccupations en matière de droits de la personne. Pendant ce temps, les grandes entreprises de l'eau sont expulsées des pays d'Amérique Latine en grand nombre. Au Canada, leurs activités sont aussi en baisse, grâce à nos merveilleux partenaires et militants de Colombie-Britannique et d'ailleurs au pays, a déclaré le président national du SCFP, Paul Moist. Notre mouvement fait une différence. »

À Mexico, le SCFP s'est joint à des organisations provenant de plus de 40 pays afin de signer une déclaration conjointe portant sur le droit à l'eau. Rendez-vous sur les sites www.scfp.ca/eau, www.blueoctobercampaign.org et www.waterjustice.org pour en savoir plus.

OXFAM ET LE SCFP SONT D'ACCORD

Il nous faut des services publics forts

Par Bill Hynd, section locale 2722

Les écoles, les cliniques et les systèmes d'eau - les gens qui font fonctionner - voilà les services publics de base qui sont la clé de l'élimination de la pauvreté dans le monde, selon un nouveau rapport d'Oxfam : *Dans l'intérêt public*.

La création de services publics forts constitue la base de nos sociétés modernes. Au 21^e siècle, le fait que quiconque doit vivre en étant privé de ces droits de base est un scandale et pourtant, c'est le cas de millions de personnes. Chaque jour, des milliers d'enfants meurent parce qu'ils ont consommé de l'eau impropre à la consommation et 100 millions d'enfants d'âge scolaire, en majorité des filles, ne vont pas à l'école.

« L'accès aux services publics vitaux - la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement - est essentiel pour transformer la vie des gens qui vivent dans la pauvreté, affirme Robert Fox, directeur exécutif d'Oxfam Canada.

Soyons clairs, seuls les gouvernements sont en position d'assurer ces services à l'échelle essentielle à la transformation de la vie des millions de personnes qui vivent dans la pauvreté. »

Dans *l'intérêt public* réclame des pays en voie de développement qu'ils consacrent une plus grande part de leur budget à l'édification de ces services essentiels pour leurs citoyens et des pays riches qu'ils soutiennent ces projets en s'engageant à fournir une aide accrue et à long terme.

Les pays riches et la Banque mondiale sont pointés du doigt parce qu'ils bloquent le progrès en refusant d'accorder un allègement de la dette et une aide récurrente destinés à supporter ces systèmes publics. Trop souvent, ils minent la capacité des gouvernements d'assurer des services publics en faisant pression pour la privatisation et en asséchant les finances publiques.

En publiant son rapport, Oxfam demande aux syndicats, aux groupes

religieux et aux autres alliés de se ranger à ses côtés dans sa campagne en faveur de « Services essentiels pour tous ».

Pour lire le rapport et appuyer la campagne, rendez-vous sur le site www.oxfam.ca.

Le programme de développement des Nations Unies a aussi en main le portrait de la privatisation. Un nouveau rapport étudie la question de savoir si la privatisation et la commercialisation des services publics peuvent contribuer à l'atteinte des objectifs de développement du millénaire et la conclusion du rapport est : non.

Le rapport 2006 du Développement humain des Nations Unies réclame une meilleure gestion des ressources en eau afin d'être en mesure d'atteindre les objectifs de développement du millénaire. Le rapport est intitulé : au-delà de la précarité : le pouvoir, la pauvreté et la crise mondiale de l'eau. Rendez-vous sur www.undp.org pour en savoir plus.

LE GOUVERNEMENT CORÉEN S'ATTAQUE AUX SYNDICATS

Les bureaux du syndicat des employés généraux de Corée (SEGC) sont soumis à des attaques continues alors que le gouvernement tente de forcer ce syndicat du secteur public à fermer ses portes. La violence est en augmentation. Les policiers utilisent des tuyaux d'incendie et des masses pour forcer l'entrée des bureaux, ce qui cause de lourds dégâts et provoque de sérieuses blessures. Il y a aussi eu de nombreuses arrestations.

En septembre, les dirigeants élus du SCFP ont fait parvenir une lettre dans laquelle ils dénoncent le gouvernement coréen pour ses transgressions des droits internationaux du travail. Le

président national, Paul Moist et le secrétaire-trésorier national, Claude Généreux, demandaient instamment au gouvernement coréen de mettre fin immédiatement à toute répression dirigée contre le SEGC. Ils ont aussi réclamé l'établissement d'un dialogue entre le gouvernement et le SEGC et l'application intégrale de toutes les recommandations du Comité sur la liberté d'association de l'Organisation internationale du travail (OIT).

On demande aux syndicats et aux individus de faire parvenir des lettres de protestation au gouvernement de Corée du Sud afin de faire part de leurs préoccupations face à la détérioration

des droits des travailleurs du secteur public et à la répression menée par le gouvernement coréen contre le SEGC, un affilié de l'International des services publics (ISP). L'ISP a publié une lettre type pour ces envois au président de la Corée du Sud. Vous êtes priés de faire parvenir toutes les lettres de protestation à l'ISP à l'adresse suivante : rights@world-psi.org et à l'ambassade coréenne au Canada.

Le syndicat central de Corée a organisé une journée nationale d'action le 15 novembre. Cette journée d'action vise à condamner la répression gouvernementale contre les droits de base des syndicats en Corée du Sud.

VIH/SIDA

les syndicats et les services publics, une partie de la solution



Le 1^{er} décembre est la Journée mondiale du SIDA. De nombreuses personnes voient le VIH/SIDA comme le problème d'une autre personne qui vit très loin de nous. Il y a donc de nombreuses raisons pour que le SFCP inscrive ce problème à son ordre du jour.

Cet été, lors de la 15^e Conférence de l'ONU sur le SIDA qui a eu lieu à Toronto, les délégués ont appris que le VIH/SIDA dévaste des régions entières de l'Afrique subsaharienne où des économies et des systèmes de santé sont entièrement acculés à la ruine. Le problème devient critique en Europe de l'Est, aux Caraïbes et dans d'autres parties du monde, dont le Canada. Ici, c'est parmi les populations de jeunes femmes et d'autochtones que les taux d'infection progressent le plus rapidement.

Préalablement à la tenue de la conférence de l'ONU, il y a eu un forum syndical réunissant des syndicalistes de partout au monde qui ont exploré les raisons pour lesquelles le VIH/SIDA est un enjeu de travailleurs. Ce sont les gens en âge de travailler qui sont le plus affectés. En Afrique, les travailleurs qui font fonctionner les collectivités meurent et souvent, il s'agit de travailleurs syndiqués. Et les syndicats perdent des membres.

La vice-présidente du CTC et membre du SFCP, Marie Clarke Walker, a présidé un panel portant sur la solidarité internationale. « Il ne fait aucun doute que le VIH/SIDA est une maladie de la

classe ouvrière, a dit M^{me} Clarke Walker. En conséquence, il est urgent qu'à titre de mouvement syndical nous nous attaquions au problème et à l'élaboration de stratégies d'une manière globale et mondiale. »

Le VIH/SIDA est d'abord un enjeu de femmes. Ce sont les femmes plus âgées et les enfants qui en supportent le fardeau. Les normes sociales et les pratiques sexuelles qui ont pour résultat de soumettre les femmes aux hommes sont à la source de l'épidémie. Les syndicats ont un rôle à jouer dans l'éducation et les soins à apporter aux très jeunes et aux travailleurs qui sont malades.

« Nous avons de nombreux membres qui font du travail de première ligne dans le domaine, du travail d'éducation, de prévention et de soutien aux collectivités, comme je fais », dit Julia Barnett, membre de la section locale 79 du SFCP à Toronto et travailleuse du secteur de la santé.

L'absence de services publics forts nuit beaucoup aux efforts visant à freiner la progression du VIH/SIDA. Sans infrastructure de santé et sans eau potable, il est inutile de faire campagne pour un meilleur accès à la médication. Pour qu'elle soit efficace, la médication doit être prise avec régularité, avec des aliments sains et un suivi approprié.

Sans éducation publique sur des enjeux importants comme l'utilisation de drogues par intraveineuse, le travail du sexe et une sexualité saine, le VIH/SIDA

demeurera à jamais stigmatisé. Voilà le travail d'éducation que nous devons faire dans nos syndicats et sur nos lieux de travail.

« Nous devons travailler en coalition et ne pas rester isolés pour parvenir à combattre cette épidémie mondiale. Il faut aussi que nous puissions entendre les gens qui vivent avec le VIH/SIDA », dit le président national du SFCP, Paul Moist.

« Chez-nous, la priorité des syndicats doit être la sécurité des lieux de travail pour les gens qui sont infectés. Nous devons aussi continuer à nous battre pour que les services demeurent publics. C'est une façon d'immuniser nos collectivités, parce que nous savons que la privatisation est la meilleure façon de justifier les compressions dans le financement de la prévention et des soins. »

L'étendue du problème ne peut être ignorée. La solution tient dans des services publics forts, l'éducation publique et le travail en partenariat.

À l'occasion de la Journée du SIDA et de toutes les autres journées, il existe de nombreuses choses que vous et votre section locale pouvez faire. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.aidslaw.ca.

Pensez aussi à aider le Fonds syndical SIDA CTC congresdutravail.ca ou la Fondation Stephen Lewis www.stephenlewis.org.

Voir les photos à : www.cupe.ca/hiv.

LE FONDS DE JUSTICE MONDIALE DU SCFP AU TRAVAIL

Qu'est-ce que le Fonds de justice mondiale du SCFP ?

Le Fonds de justice mondiale du SCFP soutient le travail de solidarité internationale entre le SCFP et des syndicats partenaires des pays en voie de développement et le travail d'éducation sur les enjeux internationaux au Canada.

Le fonds existe grâce à la générosité des organisations à chartre (sections locales etc.) des membres et du personnel du SCFP. Certaines sections locales en ont même fait un enjeu à la table de négociation. D'autres contribuent à partir de la caisse générale de la section locale.

D'autres encore organisent des campagnes de levée de fonds ou font des dons à titre personnel.

La section locale 1860 du SCFP, la Société d'habitation de Terre-Neuve et Labrador, est l'une des sections locales qui contribuent au fonds par l'entremise d'une entente négociée avec l'employeur, la leur a été négociée en 1996.

La section locale verse une contribution de 0,01 \$ l'heure par membre.

Jeanne Clarke, secrétaire-trésorière de la section locale 1860 du SCFP et membre du Comité national de justice mondiale espère maintenant être en mesure d'amener le Fonds de justice mondiale à la table de négociation coordonnée.

« Nous apprenons tant de choses de l'expérience des autres lorsque nous menons des projets dans les pays en voie de développement. Nos partenaires profitent véritablement de nos lettres de solidarité les informant que nous maintenons notre surveillance. Ce genre de solidarité ne peut se bâtir que par la création de solides relations », dit Mme Clarke.

Un contributeur de longue date explique pourquoi il soutient le fonds : « Je contribue parce que je crois en la solidarité internationale. Nos luttes sont mondiales. Les travailleurs du Nord et du Sud sont confrontés aux mêmes défis et les solutions sont mondiales elles aussi. Pour gagner, nous devons apprendre les uns des autres et nous soutenir les uns les autres », dit ce donateur.

Notre fonds a besoin de votre aide ! Vous pouvez maintenant faire des dons en ligne au Fonds de justice mondiale du SCFP. Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site (www.scfp.ca/globaljustice)



La consœur Joanne Foote avec des membres de ONIC (L'Organisation nationale des indigènes de Colombie).

Voici quelques-uns des projets qui bénéficient d'un soutien du Fonds national de justice mondiale :

La défense des services publics en Colombie coûte cher

Cet été, une tournée de solidarité et d'éducation a réuni des travailleurs canadiens du secteur public et des militants colombiens. Les membres du SCFP, Sharm Dursun (section locale 600 du SCFP), Joanne Foote (SEH/SCFP) et Ken Davidson (section locale 1004 du SCFP) ont eu l'occasion de faire la rencontre d'autochtones, de pauvres et de travailleurs et de partager de l'information et d'en apprendre d'avantage sur les luttes qui se poursuivent pour la défense des services publics.

Combattre la privatisation est une lutte dans laquelle nous sommes tous engagés mais qui pose des problèmes d'un ordre différent en Colombie, le pays qui compte le plus grand nombre de meurtres de dirigeants syndicaux. Les militants rencontrés au cours de cette tournée sont familiers des menaces de mort et de la disparition ou de la mort de collègues, d'amis ou de membres de la famille.

« Les travailleurs craignent souvent de devenir membres d'un syndicat, nous a rapporté M^{me} Foote. Les syndicalistes sont confrontés sur une base quotidienne à des menaces à leur vie, leur liberté et leur intégrité. Nos consœurs et confrères colombiens

se battent tous les jours de leur vie pour défendre les services publics, les soins de santé, l'éducation, les programmes sociaux, l'eau potable et l'assainissement. Ce sont les mêmes choses que celles pour lesquelles les membres du SCFP se battent. »

Les relations établies et les échanges de solidarité, de connaissances et de soutien font partie d'un projet permanent soutenu par le Fonds de justice mondiale du SCFP et administré en collaboration avec co-développement Canada et d'autres syndicats.

Partenariat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud

Les cinq premières années de collaboration entre le SCFP et le Syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU) sur les rapports hommes-femmes et la privatisation des services municipaux prendront fin en mars 2007.

L'évaluation des ateliers est en cours et la planification d'un autre projet d'une durée de cinq ans soutenu par le Fonds de justice mondiale du SCFP commencera bientôt. La prochaine phase de ce projet portera sur le recrutement et la syndicalisation de travailleuses, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du syndicat.

Cette initiative permettra de renforcer la capacité du SAMWU et d'autres syndicats dont le SCFP à défendre les droits des travailleurs et à faire la promotion de normes du travail pour les

SUITE P. 8 -->

Nouveau syndicat mondial

La Confédération internationale des syndicats (CIS) a été formée le 1^{er} novembre 2006 suite à la fusion de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et de la Confédération mondiale du travail (CMT). La CIS est maintenant la fédération de syndicats la plus importante du monde.

La CIS est composée d'organisations autrefois affiliées à la CISL et à la CMT. De plus, pour la première fois, huit organisations syndicales nationales se joindront à un mouvement syndical mondial. Parmi ces organisations, il y a le CTA d'Argentine et le CUT de Colombie, deux organisations qui ont joué un rôle important, indépendant et influent dans les mouvements de justice sociale de l'ensemble de l'hémisphère Sud.

« Ces nouvelles organisations apportent des histoires et des perspectives syndicales fortes et progressistes à la solidarité et à l'organisation syndicale mondiale », dit Paul Moist.

La CIS représente maintenant 166 millions de travailleurs répartis dans ses 309 organisations affiliées dans 156 pays et territoires.

« La création de la CIS contribuera à solidifier la capacité du mouvement syndical aux échelons national et international », affirme Guy Ryder, ancien secrétaire-général de la CISL. M. Ryder travaille actuellement au sein de l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté, une campagne reconnue par le SCFP. Pour en savoir plus : www.whiteband.org.

Le SCFP est aussi affilié à l'ISP – une fédération mondiale de syndicats du secteur public www.world-psi.org.

AGSP: une nouvelle alternative commerciale qui profitera aux femmes et aux travailleurs

Une large alliance d'organisations de la société civile internationale est à mettre au point un nouvel Accord

général sur les services publics (AGSP). Contrairement aux accords de l'OMC qui ne défendent que les droits des entreprises, l'AGSP fera la promotion de la défense de services publics de qualité basés sur les droits de la personne.

Les objectifs de l'AGSP sont de pallier aux graves lacunes en infrastructure par l'investissement et la soutenabilité, de combler les écarts en matière d'égalité des sexes et de représentation syndicale, d'augmenter la participation des femmes au sein du processus démocratique, de soulager les femmes du fardeau qui leur échoit en raison du manque de services publics et de défendre les droits des travailleurs.

L'espoir est que les gouvernements, les ONG et les syndicats signeront l'AGSP et adhéreront à ses principes. L'AGSP pourrait devenir une nouvelle norme internationale permettant aux gouvernements progressistes de mesurer leur performance.

Surveillez les développements à survenir dans cette nouvelle campagne. L'ISP fait partie des groupes qui lanceront l'initiative AGSP.

www.world-psi.org.

L'intégration en profondeur et la sécurité

Selon Maude Barlow du Conseil des Canadiens, le partenariat de sécurité et de prospérité n'est destiné qu'à voiler l'ALENA plus. Il s'agit d'une partie du processus d'intégration en profondeur, une large initiative menée par le Canada et les États-Unis (et parfois le Mexique) qui affectera nos économies, nos structures sociales, nos programmes sociaux, nos ressources et notre environnement.

L'intégration en profondeur consiste en une harmonisation des politiques et règlements qui régissent la nourriture que nous mangeons, les biens que nous achetons et la façon dont nous vivons. Il s'agit de la formation d'une nouvelle Amérique du Nord de laquelle la frontière entre le Canada et les États-Unis a été éliminée au nom de la libéralisation du commerce et de



l'amélioration de la sécurité énergétique des États-Unis.

Le gouvernement canadien s'est clairement engagé en faveur de l'intégration en profondeur avec les États-Unis en signant, en 2005, le Partenariat pour la sécurité et la prospérité en Amérique du Nord.

Lors d'une conférence de presse tenue le 6 juin à Ottawa, Frontières communes Canada s'est joint à des législateurs et à des réseaux de la société civile du Canada, des États-Unis et du Mexique afin de dévoiler un plan collectif destiné à mettre fin à l'intégration en profondeur et à remplacer l'ALENA par un modèle commercial centré sur les gens.

Le SCFP est un membre actif de Frontières communes, un groupe de travail composé de militants des syndicats, des droits de la personne, de l'environnement, des Églises, du développement et de la justice sociale. Notre objectif est de confronter et de proposer des choix à l'intégration économique néo-libérale des Amériques.

Pour en savoir plus sur cette initiative, rendez-vous sur le site www.commonfrontiers.ca. Le SCFP travaille aussi en partenariat avec le Conseil des Canadiens. Pour en savoir plus sur l'intégration en profondeur et le partenariat pour la sécurité et la prospérité, rendez-vous sur le site www.canadians.org.

travailleuses, par l'entremise d'ateliers communautaires et d'autres activités.

Échange de travailleurs de la santé à La Havane

En mai 2006, le Syndicat des travailleurs de la santé de Cuba et le CTC ont été les hôtes d'un troisième échange qui a réuni des délégués de 23 pays à La Havane. La délégation du SFCFP comprenait des travailleurs provenant de tous les secteurs du syndicat.

Après des échanges passionnés, une déclaration finale et un plan d'action ont été rédigés. Les participants s'engageaient alors à faire

la promotion de la journée du 7 avril comme Journée internationale des travailleurs de la santé et d'en faire une occasion de mener des actions concrètes dans tous les pays.

Les participants se sont entendus pour poursuivre le combat contre la privatisation et l'implantation de la loi du marché dans nos systèmes de soins de santé, des changements qui provoquent la perte de bons emplois et une érosion des salaires et des régimes de retraite. La propriété publique est la seule véritable solution.

Le groupe s'est engagé à soutenir

les politiques nationales destinées à une production de médicaments apte à nous libérer du monopole des grandes compagnies pharmaceutiques et à soutenir un programme de renforcement de capacités pour les dirigeants syndicaux des secteurs de la santé et des services sociaux.

Le Fonds de justice mondiale du SFCFP a défrayé une partie des coûts de l'événement et de la participation de syndicats de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et des Caraïbes.

Ramenons nos troupes !

Le Canada en guerre en Afghanistan

Le Canada envoie ses hommes et ses femmes afin de soutenir un parlement Afghan qui est déjà dominé à 50 % par les seigneurs de la drogue. Nombre d'entre eux ont commis des atrocités contre leur propre peuple au cours de la guerre civile du début des années 90. Plusieurs Canadiens croient que c'est une guerre que nous ne pouvons pas gagner. L'engagement du Canada en Afghanistan ne peut et ne doit pas être soutenu.

Lors de sa rencontre de septembre 2006, le CEN du SFCFP a endossé la politique du Congrès du travail du Canada sur l'Afghanistan et a adopté une résolution réclamant du gouvernement qu'il :

- Prenne les mesures nécessaires pour assurer le retrait immédiat et sécuritaire des troupes canadiennes d'Afghanistan.
- Augmente de façon significative les ressources et les engagements financiers envers les initiatives des Nations Unies en matière de maintien de la paix et d'aide humanitaire, comme celle qui est nécessaire au Darfour.
- Renforce l'aide au développement destinée à la reconstruction de l'Afghanistan.
- Engage la société civile dans des programmes de développement favorisant la bonne gouvernance, le respect des droits de la personne, l'égalité des sexes et les normes du travail reconnues internationalement.
- S'assure que tout déploiement futur de troupes canadiennes fasse l'objet d'un débat et d'un vote des citoyens canadiens à la Chambre des communes.

Liens utiles

Internationale des services publics

www.world-psi.org. Ce site vous aidera à trouver d'autres campagnes et actions destinées à défendre les droits des travailleurs du secteur public de l'ensemble du monde.

CSI

Confédération syndicale internationale.
www.ituc-csi.org

CCCI

Conseil canadien pour la coopération internationale. Le SFCFP est membre de cette coalition. www.ccci.ca

Syndicats mondiaux

www.global-unions.org. Un site Web appartenant et géré par 12 fédérations de syndicats mondiaux (FSM), dans le but d'aider à la coordination et au partage d'information sur les campagnes et initiatives internationales.

War on Want

www.waronwant.org. Rendez-vous à la zone privatisation et pauvreté.

Le Comité national pour la justice mondiale du SFCFP : qui nous sommes et ce que nous faisons

Le CNJM se réunit deux fois l'an. Il fournit des conseils et présente des recommandations au syndicat sur des projets particuliers, en plus de mettre en oeuvre la politique du syndicat national en matière de solidarité internationale. Le CNJM collabore avec d'autres comités nationaux et divisionnels à la coordination des politiques, des programmes et des campagnes.

Les membres du comité :

Jeanne Clarke (jeanne102003@yahoo.ca), Barbara Moore (co-président) (barb.m@ns.sympatico.ca), Doreen Wall, Doug Kingston (nbchu1252@nb.albn.com), Claude Arseneault (carseneault@scfp2000.qc.ca), Edgar Godoy (president@cupe2191.org), Katherine Nastovski (knastov@yahoo.com), Miriam C. Palacios (miriam@oxfam.ca), Don Cockburn (don.cockburn@cuso.ca), Denyse Lambert (monde@mts.net), Vickie Angell-Scheler (vangel@sasktel.net), Margaret Templeton (welkers@telusplanet.net), Ken Davidson (co-président) (ken1004@telus.net), John Evans (j.evans.heu@shaw.ca), Fred Muzin (fmuzin@heu.org), Corina Crawley (membre du personnel) (ccrawley@cupe.ca).